

## Introduction

Jean Rousseau

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/4218>

DOI : 10.4000/ries.4218

ISSN : 2261-4265

### Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

### Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 1994

Pagination : 27-31

ISSN : 1254-4590

### Référence électronique

Jean Rousseau, « Introduction », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 03 | 1994, mis en ligne le 17 avril 2015, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ries/4218> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.4218>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

---

# Introduction

Jean Rousseau

---

- 1 Dans l'esprit du public, même cultivé, les termes de « politique linguistique » sont, quand il s'agit du français, le plus souvent associés à une conception défensive de la langue. C'est de la réglementation ou de l'obligation de son usage par les pouvoirs publics, de formes à proscrire ou à privilégier sous l'autorité de l'Académie, de la lutte contre les emprunts menée par les commissions de terminologie qu'il est alors question au premier chef. Et ce concept de politique linguistique – d'apparition récente dans les discours officiels puisqu'il s'est rencontré pour la première fois sous la plume du premier ministre Raymond Barre – semble, aux yeux du non-spécialiste tout au moins, trouver son incarnation parfaite dans la loi Bas-Lauriol de 1975 ou le récent projet de loi relatif à l'emploi de la langue française, même si ce dernier, après les débats publics et médiatiques qui ont entouré son examen et sa discussion, a trouvé provisoirement son point d'orgue dans un avis du Conseil constitutionnel qui en limite singulièrement la portée.
- 2 Animés qu'ils sont par la volonté de résister à la pression de l'anglais sur le marché des langues internationales, les efforts – louables ou maladroits, peu nous importent ici les jugements de valeur de chacun – pour prendre des mesures de normalisation linguistique à usage strictement interne, sont pourtant très loin de constituer le tout d'une politique linguistique.
- 3 Bien plutôt, l'illustration la plus pertinente d'une telle politique doit être cherchée dans les rapports toujours conflictuels que, pour des millions de Français, la langue de l'école, langue nationale, officielle, entretient avec leur langue privée, celle qui est à usage familial, cette langue d'entre soi, langue minoritaire, régionale, ou étrangère dans le cas des populations immigrées.
- 4 La France, à cet égard, n'échappe pas au lot commun de la plupart des États. Bien rares en effet sont ceux d'entre eux qui peuvent se flatter d'offrir une parfaite adéquation entre le territoire où s'exerce leur pouvoir et un usage linguistique unique de la part de la communauté occupant cet espace. Presque toujours, indentations et débordements, superpositions et coexistences, intersections et clivages viennent composer des figures,

variées à l'infini, dont le décodage malaisé constitue l'objet même de la sociolinguistique.

- 5 Au rebours d'une homogénéité idéale, qui suscite l'imagerie réductrice selon laquelle « en France on parle français », là comme ailleurs, on constate la présence, aux côtés d'une forme standard, de dialectes sociaux ou régionaux, de langues véritables, en situation de concurrence inégale avec elle. Reste que la France est, parmi les pays européens, l'un des plus multilingues, puisque, sans compter le franco-provençal ou les langues des immigrés, on y parle huit langues différentes (quatre langues romanes et quatre langues non romanes).
- 6 Bon nombre de citoyens français sont donc bilingues, au sens où ils sont en position de pouvoir choisir entre différents codes linguistiques, même s'ils effectuent ce choix selon des facteurs complexes et socialement déterminés. Qu'ils puissent ensuite faire, ou non, un usage effectif de leur double compétence linguistique dépend, non pas de leur volonté individuelle, mais bien de décisions prises au niveau de la puissance publique.
- 7 Aussi importe-t-il de replacer dans un contexte théorique plus large le concept de politique linguistique. Il peut se définir comme la tentative, de la part d'un gouvernement, de conduire consciemment, continûment et systématiquement, au moyen des mesures qui sont de son ressort, un effort visant à transformer la fonction du langage dans une société donnée, afin de résoudre les problèmes de communication qu'il estime exister au sein de celle-ci. Une telle stratégie est devenue, à période moderne, à peu près inséparable de la constitution des États-nations.
- 8 La volonté d'interférer de propos délibéré avec l'usage d'une langue donnée, ou d'une de ses variantes, peut prendre deux formes principales. Elle peut tendre à modifier soit le statut de la langue en cause soit son contenu. Dans le premier cas, c'est la fonction de la langue et les droits de ses usagers qui sont en jeu : un gouvernement peut dénier aux locuteurs d'une langue minoritaire tout droit à en user pour éduquer leurs enfants, voire aller jusqu'à marteler des inscriptions funéraires comme ce fut le cas pour le basque à l'époque franquiste ; inversement, le pouvoir politique peut aussi décider que deux langues, et non plus une seule, seront désormais reconnues dans toutes les fonctions officielles. La notion de statut est évidemment susceptible de degrés et les changements sont d'ordinaire fort lents, mais, en la matière, même les décisions les plus modestes ont des effets qui sont immédiatement ressentis par les locuteurs concernés. Les modifications touchant au contenu émanent, elles, de la volonté de développer une langue (ou une variété particulière) en vue de la standardiser et d'en faire un moyen de communication propre à assurer des fonctions sociales qu'elle ne remplissait pas jusqu'alors : instrument de pouvoir, vecteur du commerce, outil pour l'éducation, support de la recherche scientifique, etc.
- 9 Quatre idéologies principales sont ainsi identifiables, susceptibles d'animer et d'aimer les diverses mesures de planification (en prenant le terme au sens le plus large) repérables en matière de langue : l'assimilation – tout citoyen, quelle que soit son origine, doit apprendre la langue dominante – l'exemple le plus achevé en est sans doute fourni par la France, mais la politique de russification menée dans l'ex-URSS l'illustrerait aussi bien ; le pluralisme – reconnaissance de plus d'une langue – en Belgique, au Canada, en Suisse ; le recours à une langue vernaculaire – une langue indigène devient, par un processus d'élaboration, langue officielle – comme le tagalog

aux Philippines, ou le quechua au Pérou ; enfin, le recours à une langue internationale non indigène, tel l'anglais en Inde ou le français au Gabon.

- 10 Il en résulte une grande diversité de statuts pour les langues : une langue peut être reconnue comme seule langue officielle – de fait ou de par la constitution, mais les faux-semblants ne manquent pas, ainsi en Nouvelle- Zélande le maori est la seule langue à avoir été déclarée langue officielle en 1987, ce dont l'anglais n'a nul besoin ; ou partager cette situation avec une ou plusieurs autres langues (c'est le cas de l'anglais aux côtés du malais, du chinois et du tamoul à Singapour) ; elle peut n'avoir de statut officiel que dans un cadre régional comme le marathi au Maharashtra ; être une langue promue – dépourvue de statut officiel mais utilisée néanmoins par les autorités, comme c'est le cas pour de nombreuses langues au Canada ou de l'espagnol au Nouveau-Mexique ; être une langue tolérée – ni promue ni interdite – telle la langue tsigane en Europe occidentale ou les langues indiennes en Amérique du nord ; enfin une langue proscrite, contre l'usage de laquelle des sanctions sont officiellement prévues et appliquées, comme en témoigne le macédonien en Grèce.
- 11 Pour les langues parlées par des minorités, les situations résultant de ces diverses politiques sont extrêmement variables. La négligence officielle aboutit à l'extinction pure et simple d'une langue quand aucune mesure n'est prise pour la perpétuer, comme ce fut le cas pour de nombreuses langues amérindiennes. Un certain niveau de tolérance permet à une communauté qui souhaite conserver l'usage de sa langue, de le faire, en l'absence pourtant de tout soutien officiel. Mais même ce dernier peut prendre des formes diverses en fonction de motivations complexes. Aux États-Unis, une éducation bilingue peut bien être proposée, mais à titre transitoire et sans mettre en cause l'objectif d'assimilation. Une société s'affichant comme multiculturelle, le Canada, subventionne, plutôt chichement, des langues minoritaires. Enfin, une langue minoritaire peut se voir reconnaître une protection légale complète et un statut identique à celui de la langue majoritaire, sans que, pour autant, ces principes passent complètement dans les faits.
- 12 Ce sont finalement les droits linguistiques des immigrés qui sont les plus délicats à poser comme à garantir. Un point de vue consiste à considérer que les immigrés perdent, du fait même de leur immigration, tout droit à conserver leur langue et leur culture. À l'opposé, le principe selon lequel nul ne doit être contraint à abandonner sa langue maternelle au prétexte d'un mouvement de population parfois souhaité par le pays d'accueil, ou encore involontaire et déclenché par des persécutions politiques, est réaffirmé, en particulier par l'ONU et l'UNESCO qui ont constamment déclaré que les groupes ethniques avaient droit au maintien de leur langue, mais il n'est pas sûr que ces déclarations de principe puissent trouver une application aisée aux populations de travailleurs immigrés.
- 13 Dans un tel cadre, la France se caractérise par un mouvement d'une ampleur et d'une ancienneté exceptionnelle visant à résorber les identités régionales dans l'identité nationale d'un État monolithique. Du fait de la centralisation précoce du pouvoir politique, un effort multiséculaire a constamment tendu, et réussi, à créer un lien indissoluble entre langue et nation. Quelle qu'ait pu être la bonne volonté de l'abbé Grégoire ou des hussards noirs de Jules Ferry, lesquels ne voulaient assurément que le bien du peuple quand ils l'engageaient sans nuances à ne parler que la langue de la République, les défenseurs des langues régionales continuent à les accuser d'avoir tué leur lien collectif, sacrifiant d'ailleurs par un tel reproche à la même vision strictement

volontariste des facteurs de l'histoire que cultivaient leurs adversaires. Car, pour l'essentiel, l'État français n'a jamais fait qu'épouser, pour en aggraver les effets, les forces sociales et économiques allant dans le sens d'une disparition des communautés autarciques où ces langues étaient en usage.

- 14 Au XX<sup>e</sup> siècle, les locuteurs de langues régionales, localisées à la périphérie de l'Hexagone, ayant fréquemment éprouvé, plus que d'autres, de graves difficultés économiques, en sont venus à faire de la langue française le symbole même de leur oppression ainsi qu'à voir dans leur particularisme linguistique un dernier refuge contre des évolutions menaçantes. Parallèlement, la pression du pouvoir central s'est quelque peu relâchée. Car la politique assimilationniste avait, au tournant de l'entre-deux guerres, enfin trouvé son accomplissement ; les langues régionales, du fait d'un lent déclin admirablement décrit par Eugen Weber, cessant désormais de constituer une menace, véritable ou imaginaire, pour l'unité nationale, il devint possible de leur accorder un statut plus favorable, ce dont témoignent la loi Deixonne et ses récents prolongements. À quoi s'ajoutait sans doute qu'un processus général de décolonisation rendait plus difficile de défendre à l'extérieur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes tout en refusant à l'intérieur des frontières le droit à l'expression de communautés. L'éloge de la diversité culturelle est ensuite passé dans l'air du temps, lesté d'arguments non dépourvus de pertinence, parmi lesquels la forte parole de Hegel, « parler dans sa langue est un des plus hauts moments de la culture » conserve toute sa valeur. Mais la multiplicité ne se serait pas aussi facilement convertie en richesse si elle n'avait pas trouvé un écho dans la dimension européenne. Le relatif effacement de l'État-nation au profit d'institutions supranationales comme le FMI ou la Banque mondiale dont les décisions sont parfois presque immédiatement perceptibles dans la vie quotidienne, a redonné une vigueur inattendue aux revendications des langues régionales.
- 15 L'Europe, aujourd'hui, pèse en effet de tout son poids en leur faveur. À la sortie de la Seconde guerre mondiale, l'apaisement des conflits proprement ethniques a progressivement amené les diverses institutions européennes à voir dans les particularismes régionaux moins des facteurs de remise en cause de chaque unité nationale que des données d'un héritage culturel à préserver globalement. C'est une forme plus complexe et moins fruste d'unité et d'intégration européenne qui est dorénavant sollicitée par l'existence des langues régionales et minoritaires. L'Union européenne se soucie de plus en plus de les protéger. Le Parlement européen a, par exemple, à la suite du rapport présenté en 1987 par le député Willy Kuijpers, adopté une résolution invitant les États membres à promouvoir les langues et cultures régionales dans les programmes officiels d'enseignement, à reconnaître le droit d'utiliser les langues régionales et minoritaires en matière administrative et judiciaire, à donner l'accès à ces langues à la radio et à la télévision ou aux nouveaux moyens technologiques et audiovisuels. De véritables droits collectifs ont fait par là l'objet d'une reconnaissance, qui va bien au-delà d'une simple protection des individus contre les discriminations dont ils pourraient être victimes. Cinq ans plus tard, c'est la résolution du député irlandais Mark Killilea demandant que les langues minoritaires soient mieux prises en compte dans les mesures politiques de la Communauté qui a été adoptée. Certes de telles résolutions n'ont pas, pour les États, de force juridique contraignante, mais leur autorité morale est peu douteuse et leurs effets, à terme plus ou moins long, sensibles. De même, l'adoption de crédits budgétaires en faveur des langues moins répandues a permis de financer un Bureau qui leur est consacré et qui

bénéficie d'un statut consultatif officiel auprès de la Commission touchant à ces questions.

- 16 Enfin, la Charte européenne des langues régionales et minoritaires, sur la base d'une défense du patrimoine culturel européen, se propose de sauvegarder ces langues dont la reconnaissance est conçue comme un moyen de favoriser les communautés concernées. Dans le cadre d'un plurilinguisme posé comme nécessaire, elle plaide pour un soutien actif à ces langues, élargissant aux domaines culturels, économiques et sociaux la place à leur ménager dans les institutions publiques. Le statut à leur conférer étant modulable, il préserve la susceptibilité des États en leur laissant le choix des dispositions à mettre en application. Surtout, la Charte propose que chaque langue impliquée se voie dotée d'un organisme représentatif de ses intérêts, chargé d'assurer la défense et la promotion de cette langue, tandis que des comités d'experts pourraient être saisis par des particuliers ou des organismes en cas de non-respect de la Charte. Celle-ci doit être, sous peu, ratifiée par la France.
  - 17 C'est sur ce fond de considérations théoriques et historiques, trop rapidement esquissé, que les textes qui suivent ont été rassemblés, dans le souci de présenter les perspectives qui s'ouvrent pour les langues régionales à l'heure européenne. Le lecteur rencontrera tour à tour des rappels historiques, la protestation militante, des synthèses transversales à l'échelle de l'Europe, des études de détail, des comparaisons avec nos voisins immédiats. Par la référence constante aux enjeux de l'enseignement comme à la volonté de dépasser le cadre de nos frontières, ce numéro entend contribuer à illustrer les deux dimensions que la *Revue internationale d'éducation*, son titre l'atteste, s'efforce d'explorer.
- 

## INDEX

**Index géographique :** France

**Mots-clés :** politique linguistique, langue régionale, langue de minorité, charte européenne des langues régionales ou minoritaires

## AUTEUR

**JEAN ROUSSEAU**

Centre international d'études pédagogiques (CIEP), coordonnateur du dossier